

Sarah Knafo dénonce le scandale « France Travail » : chiffres et exemples suffisants pour qu'on fasse la révolution

écrit par Christine Tasin | 5 février 2025





Quand j'ai parlé de France Travail et ses 54 000 salariés, le directeur général a répondu « enfumage » et « mensonge ».

Pourtant, je n'avais encore rien dit. Salaires mirobolants, scandales, souffrance des salariés, fêtes somptuaires, défaillances...

L'HEURE EST VENUE !

D'abord, sachez que le mécène de France Travail, c'est VOUS.

Pour financer les 43 milliards dont dispose France Travail, vous devez payer une assurance chômage : une partie au cas où vous seriez au chômage, le reste pour France Travail. C'est 4% de votre salaire tous les mois. France Travail, c'est #NotreArgent.

Source : INSEE

Or, quand une agence est financée par le fruit de notre travail, son efficacité doit être scrutée au microscope.

Il faut nous interroger en permanence sur l'emploi de #NotreArgent.

En tant qu'élue du peuple, c'est même mon devoir.



Alors, qui est ce directeur général de France Travail, M. Thibaut Guilluy, qui se démultiplie dans les médias, comme dans un véritable plan de communication de crise, pour m'attaquer parce que je fais mon travail ?

Ami d'Emmanuel Macron, M. Guilluy fut candidat LREM aux législatives en 2017, avec pour suppléante... la fille de Brigitte Macron. Un engagement politique qui n'a manifestement pas nui à sa carrière. (Patience, vous connaîtrez bientôt le salaire d'un DG de France Travail)

Monsieur Guilluy est donc un homme politique. Il a perdu les élections, mais a vite été recasé... → En 2020, il est nommé « Haut-commissaire à l'emploi » : encore un organisme très utile. Je vous laisse voir par vous-même

en quoi cela consiste...

→ Fort de cette expérience, il est nommé en 2023 DG de France Travail.

→ Il préside aussi deux agences publiques créées en 2018 et en 2022, comme si la France manquait d'agences publiques... : le Conseil de l'inclusion dans l'emploi et Les entreprises s'engagent, pour une société « inclusive et durable », ainsi que de nombreuses associations, toujours pour une société « inclusive et durable ».

Qu'est-ce que France Travail ? Ex-Pôle emploi, c'est une agence publique avec deux missions principales : indemniser les chômeurs et les accompagner dans leur recherche d'emploi, en collectant les offres des entreprises pour les mettre en relation avec les demandeurs.

Il y a 22 000 conseillers chargés de « collecter les offres des entreprises et de les mettre en relation avec les demandeurs ».

Cela vous rappelle quelque chose ? C'est normal ! C'est aussi ce que font des dizaines de plateformes sur Internet, des centaines de cabinets de recrutement et des milliers d'agences d'intérim !

Mais c'est avec #NotreArgent que France Travail emploie 54 000 personnes.

Soit trois fois plus que LinkedIn, qui emploie 16 000 personnes dans le monde entier, accueille 900 millions d'utilisateurs dont 30 millions en France, et permet, chaque minute, à 8 personnes d'être embauchées... Sans vivre de nos charges sociales. Même France Travail le reconnaît...

Or, que remarque-t-on ? Que sur une année, France

Travail ne permet qu'à 12,9 % des chômeurs de trouver un emploi. Si vous avez trouvé un travail avec France Travail, vous faites donc partie des exceptions.

Ce chiffre est accablant ! Et c'est sans doute pour cela qu'il est si difficile à trouver... France Travail ne le publie pas. Et il m'a fallu remonter à un rapport de 2017 publié par l'INSEE pour l'obtenir. À combien sommes-nous aujourd'hui ? Nous serions curieux d'avoir les chiffres !

France Travail échoue donc pour 87% des chômeurs inscrits chez elle, qui trouvent un emploi par d'autres moyens.

Dans le privé, 87% d'échec, c'est la faillite, ou au minimum, le responsable renvoyé... mais pas chez France Travail !

La Cour des comptes, elle aussi, écrit : « *Les résultats obtenus par Pôle Emploi en matière de taux de retour à l'emploi sont décevants* ».

Et devinez quoi ? Quand la Cour a publié son rapport, le DG de l'agence a hurlé pour dénoncer un rapport « exclusivement à charge » ! Même face à la Cour des comptes, **la combine de France Travail, c'est toujours d'attaquer le messenger pour éviter de se remettre en question.**

Maintenant que nous savons qui est M. Guilluy et ce qu'est France Travail, voyons ce qu'il trouve à redire à mes arguments. Sans en contester aucun, il leur oppose seulement des bons sentiments et une liste de moyens déployés... en oubliant tout simplement de parler des résultats.

Le problème, c'est que personne n'accuse France Travail de ne pas mettre les moyens ! Bien au contraire. Ces

moyens sont énormes, avec #NotreArgent. Et cet argent, il n'en prend pas du tout soin. **Il le dilapide. Il le gaspille... à 87%.**

Quant aux résultats...

M. Guilluy n'ose pas contester mes chiffres, alors il bafouille sur TPMP : « Son 12%... oui, d'accord, bon... Sarah Knafo, elle va sortir des rapports de l'INSEE là, ou je sais pas quoi... mais je l'invite dans une agence qu'elle voie la réalité derrière les chiffres ». Ah ?

Manifestement, devant des arguments d'une telle pauvreté et qui révélaient de telles défaillances, les téléspectateurs ne se sont pas trompés.

Autre argument de M. Guilluy ? Il nous parle d'énormes moyens déployés pour prescrire des formations aux chômeurs.

Alors, expliquons ce système à ceux qui n'ont pas eu la joie de le connaître. Quand vous êtes au chômage, vous pouvez être obligés de suivre une formation pour continuer de toucher des indemnités chômage. D'anciens chômeurs me racontent « *je savais que ça ne me servirait à rien, je cherchais un poste dans un autre secteur, mais c'était obligé, sous peine d'être radié !* ». Et ça, c'est non seulement dégradant, mais c'est encore un gaspillage terrible, car ces formations, c'est toujours vous qui les payez. Regardez encore les réponses à la publication de M. Guilluy.

Pour les résultats, M. Guilluy nous donne uniquement un chiffre de 4 millions de contrats signés. « C'est pas rien ! » dit-il. Certes. Mais, en réalité, c'est très peu. → **Il faut savoir qu'en 2022, 47,3 millions de contrats de travail ont été signés, rien que dans le**

secteur privé (INSEE). Donc 43 millions **sans** l'aide de France Travail, **sans** argent public, **sans** #NotreArgent. → Sur les 4 millions de contrats célébrés par M. Guilluy, combien sont, en fait, des contrats précaires de quelques semaines, renouvelés plusieurs fois dans l'année, ou des « emplois aidés », donc des emplois financés encore avec #NotreArgent, qui masquent la situation catastrophique du chômage en France ? Là aussi, nous attendons ces chiffres avec impatience !.

D'ailleurs, dans la même émission, M. Guilluy, pensant nous donner un argument de poids, nous apprend qu'il participait, la veille « à une réception pour fêter la signature de... 40 contrats de travail ». Comment mieux illustrer mon propos ?

Le DG de France Travail fait la fête pour à peine 40 contrats quand LinkedIn permet de signer 11 520 embauches par jour ?!

Encore de l'argent gaspillé pour fêter un service rendu minuscule... À elle toute seule, la fête coûtait peut-être plus cher que

le salaire des 40 personnes embauchées !

Chez France Travail, on aime ces fiestas. **Eh oui, le Canard enchaîné nous apprend que les dirigeants sont tellement fiers de leurs résultats, qu'ils se payent des réceptions à 300 000 euros avec #NotreArgent.**

Quelle entreprise privée se permettrait de telles dépenses pour fêter de tels résultats ? Et le scandale ne s'arrête pas là !

On apprend que le salaire du DG de Pôle emploi était de **20 000 euros par mois** en 2009 (dernier chiffre disponible) ! On serait curieux de connaître le montant en 2025.. → **20 000 euros par mois, pour 87% d'échec dans sa mission,** ça n'est jamais arrivé ans le privé et ça n'arrivera jamais

On découvre aussi que les dirigeants de France Travail profitent de largesses invraisemblables et de rémunérations géantes, malgré un service rendu défaillant. Avec des salaires à 14 000 euros par mois, si vous hésitez entre une carrière dans la banque d'affaires et un poste de cadre chez France Travail, n'hésitez plus ! La Cour des comptes avait alerté dès 2020. Vous arrivez à la fin et au plus absurde dans cette machine infernale.

Sur TPMP, M. Guilluy nous parle d'une convention qu'il a signée avec LinkedIn « pour recruter ». Étudions cet argument, ou plutôt, cet ENORME but contre son camp.

J'ai creusé la question...

Nous apprenons donc que nous payons tous les mois 54 000 personnes pour qu'ils mettent sur leur site des offres venues d'autres plateformes ?!

Oui, vous ne rêvez pas. C'est bien ce que nous dit fièrement M. Guilluy : « **Nous travaillons avec les plateformes pour mettre en visibilité leurs offres** ». Et c'est écrit noir sur blanc sur le site de France Travail. C'est-à-dire qu'**on finance avec #NotreArgent des annonces de recrutement réceptionnées et passivement mises en ligne, sans plus-value** ? Des demandeurs d'emploi me l'ont confirmé : les conseillers France Travail vous proposent souvent des offres auxquelles vous avez déjà postulé sur d'autres plateformes.

Plus on creuse, plus on découvre. **Savez-vous que France Travail paye des entreprises pour former ses salariés au «développement des compétences** », c'est-à-dire à son **propre cœur de métier** ? Voilà une agence dont l'expertise est censée être le développement des compétences des chômeurs pour les aider à retrouver un emploi... qui paye

des entreprises pour former ses salariés... à leur expertise ?

Et il y a pire... France Travail paye aussi une myriade de sous-traitants pour qu'ils exercent directement à sa place ses propres mission. Celles pour lesquelles nous rémunérons déjà 54 000 salariés ! Vous payez donc deux fois, quand France Travail vous fait croire que son service est gratuit ! **Oui, l'agence va, par exemple, jusqu'à payer des entreprises pour qu'elles effectuent A SA PLACE les entretiens avec des demandeurs d'emploi, facturés à France Travail, donc à nous, 90 euros par entretien !**

Le coût global de cette sous-traitance ?

1,2 milliards d'euros sur une seule année selon la Cour des comptes en 2018. Même la CGT écrit en juin 2024 : « *Le gouvernement détourne donc les allocations chômage pour engraisser des entreprises privées* ». Et là, une fois n'est pas coutume, je rends hommage au long travail d'enquête de la CGT Chômeurs (eh oui, ça ne manque pas de sel...), qui a publié un rapport instructif sur ces scandales de la sous-traitance chez France Travail. Nous en tirons certainement des solutions opposées, mais les faits sont là.

Pourquoi est-ce si grave ?

Parce que **le but d'un service public est de rendre un service que le privé ne** Mais si le service public se met à payer le privé pour rendre ce service : **c'est pire qu'un non-sens, c'est une gabegie, une double destruction de#NotreArgent.**

À la lecture de ces faits, des questions de bon sens se posent :→ Pourquoi payer autant de conseillers France Travail pour vous proposer des offres d'emplois que des tas de sitesinternet ou d'agences d'intérim proposent

déjà ?

→ Quelle est aujourd'hui la plus-value de France Travail en matière de recherche d'emploi, par rapport au secteur privé, puisque même France Travail lui achète des formations, voire lui sous-traite son travail ?

→ A-t-on besoin que cette activité reste un service public, qui embauche autant de monde, payés avec #NotreArgent, alors qu'il y a déjà des structures qui fonctionnent dans le privé ?

Et le scandale France Travail n'est pas uniquement financier. Il est aussi humain.

Parlons de la souffrance des salariés de France Travail

! Des articles, des livres, des dizaines de témoignages que j'ai reçus relatent tous la même chose : un mal-être profond, une perte de sens dans une telle lourdeur bureaucratique. Parfois même des suicides. Certains parlent de véritable « machine à broyer ». Je profite donc de ce texte pour remercier infiniment tous les conseillers de France Travail intègres, en particulier ceux qui m'ont contactée et ont apporté de nombreux éléments à ma réflexion.

Mettez-vous à la place d'un conseiller de France Travail qui souhaite vraiment faire son travail, aider le demandeur d'emploi qui est en face de lui. Sa direction l'oblige à prescrire des prestations (coûteuses et non sollicitées) qui concurrencent son cœur de métier pour écouler un stock déjà monnayé. **Imaginez être payé au SMIC quand vos dirigeants se paient des salaires de 14 000 à 20 000 euros, organisent des fêtes à 300 000 euros et font semblant de vous défendre uniquement sur les plateaux télévisés.** Pensez à ces conseillers qui n'ont pas les moyens de répondre aux attentes des demandeurs d'emplois et qui subissent un déluge d'indicateurs à

renseigner et respecter à des fins statistiques au lieu d'accompagner des personnes.

On vide de sens leur vocation qui est d'accompagner des humains. C'est Kafkaïen. Que dire des chômeurs aux prises avec cette bureaucratie absurde ? Je reçois des dizaines de témoignages et le même terme revient : « La Machine infernale ». Même la CGT Chômeurs accable cette « usine à gaz technocratique ». Et il n'y a qu'à lire les commentaires sous chaque publication de M. Guilluy.

Nous arrivons à la fin.

Je vous en ai dit beaucoup, mais il y a encore des dizaines d'autres sujets : la quantité délirante de données que FranceTravail collecte sur nous, le nombre de personnes employées uniquement pour faire des reportings et construire des indicateurs, la collusion avec certains employeurs pour délivrer les attestations permettant d'embaucher des clandestins, la politique « inclusive » à tendance woke de France Travail, le business du chômage qui fait profiter tant d'acteurs par #NotreArgent qui transite par France Travail, etc.

Bref, vous l'avez compris : il y a peut-être un tout petit pourcentage de gens satisfaits par France Travail, mais il y a des dizaines de millions de victimes de France Travail. Les chômeurs qui ne retrouvent pas d'emploi, qui sont perdus dans un système bureaucratique qui les déshumanise et les désespère, les salariés de France Travail honnêtes, qui sont déprimés par cette bureaucratie qui les rend inefficaces.

Et bien sûr, les contribuables ! Qui paient beaucoup, qui paient toujours, et qui constatent que leur argent est jeté par la fenêtre. Cela fait beaucoup, beaucoup de victimes. Beaucoup trop pour que M. Guilluy s'arroge le droit de parader dans les médias, et de s'indigner quand

on ose légitimement lui demander des comptes.

Devant l'évidence des chiffres et des témoignages, M. Guilluy défend bec et ongles un système dans lequel il a mené toute sa carrière et dont il a gravi tous les échelons : ce n'est pas lui qui sera lucide et objectif. Mais vous, avec tous les éléments en main. Je tiens à dire que j'ai tenté d'en débattre avec M. Thibaut Guilluy depuis des semaines, mais sans succès. Alors, je suis allée visiter des agences par moi-même, j'ai creusé, j'ai travaillé... Et voilà le résultat de mes recherches.

J'ai tenté de vous donner l'essentiel ici. France Travail est un exemple éclairant de la destruction de vos efforts par labureaucratie. Il y en a tant d'autres ! Dès qu'on les regarde de plus près, on se rend compte que c'est encore pire que ce que l'on imaginait.

Je continuerai de vous informer régulièrement. C'est un travail fondamental : si l'on veut relever l'économie de notre pays, il faut mettre les mains dans cette machine infernale et en démêler tous les fils. Comptez sur moi pour faire toute la lumière dessus. pour faire toute la lumière sur les gabegies qui détruisent notre argent.

SARAH KNAFO

SCANDALE-FRANCE-TRAVAIL.FR

Transcription Christine Tasin